



Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

Une crise qui tue l'emploi

3. Des mesures incohérentes et insuffisantes

Les mesures SARKOZY : incohérence et insuffisance.

La crise à bon dos, il faudrait passer à pertes et profits les erreurs de la politique économique et sociale gouvernementale ! Aujourd'hui Sarkozy fustige la dérive des marchés financier, dénonce la dérégulation du capitalisme financier, veut faire payer les responsables, mais il confirme la politique antisociale sur laquelle ce même capitalisme a prospéré.

Plan de sauvetage des banques :

- Garantie publique interbancaire : 320 Milliards d'€
- Recapitalisation : 40 Milliards d'€ - mais contrairement aux gouvernements britannique et allemand qui ont assorti leur plan de recapitalisation de conditions strictes (aucun bonus en 2008 pour les dirigeants des banques, aucun dividende pour les actionnaires tant que l'Etat sera au capital, présence de l'Etat dans les conseils d'administration), en France, le gouvernement recapitalise sans exiger aucun droit dans le fonctionnement des banques.

Plan pour l'emploi : contrairement au plan de sauvetage des banques, il ne fait l'objet d'aucun chiffrage en € :

- Les 100 000 contrats aidés en plus des 230 000 déjà inscrits au Budget sont en fait une mesure limitée, cela ne représente que 40 000 emplois aidés de plus qu'en 2008, à comparer aux 383 000 emplois aidés dans le secteur non marchand et 517 000 dans le secteur marchand qu'il y avait en 2003.
- Le contrat de transition professionnelle étendu aux zones les plus touchées par la crise ne concerne que les licenciés économiques des entreprises de moins de 1000 salariés, soit 5% des nouveaux entrants à l'ANPE. Par ailleurs, ce dispositif, qui permet de percevoir 80% du salaire brut et d'alterner pendant un an des périodes de formation et de recherche d'emploi, ne fait l'objet d'aucun chiffrage budgétaire, ce qui interroge sur la portée réelle de l'extension du CTP. Présenter cela comme un pas vers une « sécurité sociale professionnelle » est une tromperie, d'ailleurs en contradiction avec la possibilité donnée aux petites et moyennes entreprises de recruter des CDD plus facilement.
- La volonté de soutenir davantage l'emploi à domicile par des crédits d'impôts et de nouvelles exonérations de charges pour les particuliers risque en fait de multiplier les salariés pauvres et ne relancera pas la croissance. En 2007, sur les 300 000 emplois créés, plus du tiers sont des emplois d'une durée inférieure à 12 heures par semaine et concernent très souvent les emplois d'aide à la personne.

Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

Une crise qui tue l'emploi

- la généralisation du travail le dimanche est proposée pour relancer le pouvoir d'achat, alors même que le CREDOC publie une étude qui en critique l'intérêt pour les consommateurs et l'emploi.

Plan de relance : il y a trois façons de dépenser de l'argent public en matière de relance, financer les investissements, relancer le revenu disponible des ménages, ou faire les deux. Sarkozy a choisi la première option : tout pour l'investissement. En réalité, sur les 26 milliards d'€ :

- 10,5Mds d'euros vont à l'investissement public, en amalgamant engagements de l'Etat et apport des collectivités territoriales, que celles-ci sont bien en peine de financer,
- 11,4Mds d'euros vont au soutien aux entreprises
- les mesures destinées à soutenir les ménages (prime à la casse, mesures logement et bénéficiaires du RSA) représentent moins de 10% du plan.

Au total, le Président de la République se bouge beaucoup ... pour que rien ne bouge. Les aides accordées aux banques et plus généralement aux entreprises ne s'accompagnent ni de contreparties tangibles ni de mesures structurelles ni même d'un quelconque contrôle, ce qui leur permettra sans doute de reconstituer leurs marges, mais n'aidera en rien les salariés à supporter le choc. Ces mesures ne sont pas à la hauteur des enjeux, la mobilisation des finances publiques est bien inférieure aux plans adoptés dans des circonstances moins inquiétantes en 1973 et 1993. Les politiques de relance comme les conférences sur la gouvernance mondiale restent handicapées par le refus de faire de l'Union européenne le vecteur d'une perspective qui ne se réduise pas à la libre concurrence.

La crise financière est le résultat de la déréglementation mondialisée, le symptôme morbide d'un système économique libéral mondialisé. A force d'avoir fustigé toute réglementation, et laisser faire aux banques et aux établissements de crédit ce qu'ils voulaient...ils se sont fait beaucoup d'argent en accordant des crédits à des salariés, leur faisant croire à un avenir meilleur et les trompant sciemment ... En gonflant leur revenu par le crédit, les entreprises évitaient d'augmenter les salaires et le pouvoir d'achat. Mais ce système s'écroule fatalement un jour. Comment rembourser un crédit quand votre salaire ne vous le permet pas ? Les actionnaires ont touché des dividendes record depuis 20 ans, pendant que les salariés subissaient la précarité, la pauvreté et les conséquences du sordide dumping social.

La financiarisation de l'économie, les exigences de rentabilité imposées par les actionnaires se sont faites au détriment des salaires et de l'emploi. La plupart des pays industrialisés ont mis en place des politiques de compression des coûts salariaux, de réduction de la fiscalité, de compression des dépenses publiques. L'emploi et les salaires sont devenus les principaux facteurs d'ajustement des économies.

Pour éluder les conséquences défavorables de ces politiques sur la croissance les gouvernements ont dopé leur demande intérieure par d'autres moyens que la hausse du pouvoir d'achat et notamment en facilitant l'endettement des ménages. C'est cet endettement planifié des ménages aux Etats Unis qui est à l'origine de la crise financière qui a éclaté au printemps 2007 et qui aujourd'hui atteint le monde entier.